



CHAPITRE 6

Loi pour favoriser l'électrification rurale

[Sanctionnée le 4 décembre 1951]

CHAPTER 6

An Act to promote rural electrification

[Assented to, the 4th of December, 1951]

Préam-
bule.

ATTENDU que depuis le 24 mai 1945, en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 48, et de ses amendements, une somme de quinze millions de dollars a été mise à la disposition de l'Office de l'électrification rurale pour coopérer à l'électrification des campagnes;

Attendu qu'il y a lieu, pour le progrès de l'agriculture et le bien-être des cultivateurs, et dans l'intérêt général de la province, de maintenir l'élan remarquable imprimé à l'électrification rurale par suite de ces mesures;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1945,
c. 48,
a. 15,
mod.

1. L'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 48, modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 6, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Dépense.

"Pour l'exécution de la présente loi, l'Office est autorisé à dépenser vingt millions de dollars."

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

WHEREAS since the 24th of May, 1945, under the act 9 George VI, chapter 48, and its amendments, a sum of fifteen million dollars was put at the disposal of the Rural Electrification Bureau to co-operate in rural electrification;

Whereas it is expedient, for the progress of agriculture and the welfare of farmers, and in the general interest of the province, to sustain the remarkable impulse given to rural electrification through those measures;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 15 of the act 9 George VI, chapter 48, amended by section 1 of the act 14 George VI, chapter 6, is again amended by replacing the last paragraph by the following:

"For the carrying out of this act, the Bureau is authorized to spend twenty million dollars."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.